

DERRIÈRE UN SOUTIEN SANS FAILLE À BOUTEFLIKA**Ce que cache la campagne de Belkhadem**

La campagne électorale au profit du candidat Bouteflika a cela de singulier : certains de ses affidés préposés à la joute usent de l'opportunité qui leur est offerte pour prétendre à quelques dividendes politiques propres. Parmi eux, Abdelaziz Belkhadem qui ne désespère pas de reprendre les rênes du FLN.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Ne s'étant jamais avoué définitivement vaincu, l'ex-secrétaire général du Front de libération nationale (FLN), déposé dans les formes classiques du «coup d'Etat scientifique», cette invention labélisée FLN, Abdelaziz Belkhadem aura attendu patiemment que soufflent les vents favorables.

Resté à l'écart de l'agitation menée par le nouveau courant de redressement qui a longtemps cherché noise à son successeur,

Amar Saâdani, Belkhadem n'en espérait pas moins, cependant, que cette révolte organique aboutisse. Il n'a jamais admis son éviction qui s'était jouée, rapelons-le, sur un tout petit détail, un mince écart de voix.

Contraint à ruminer un double malheur, sa déchéance partisane et son renvoi du gouvernement, Abdelaziz Belkhadem s'est rendu à la patience des hommes des Hauts-Plateaux pour qui l'endurance est un trait de caractère. Enfant du système, il a attendu

que l'oracle daigne lui faire signe et le réintroduire dans la course. Nommé ministre d'Etat, conseiller personnel du président de la République, il revendique sans plus attendre le statut de privilégié qui est à l'écoute de Bouteflika, un statut qui instruit bien des alignements au sein de la maison FLN.

Aux yeux des militants du parti, les caciques influents, y compris, Belkhadem n'est plus cet homme qu'ils ont cru tomber en disgrâce. Belkhadem sait jouer sur cette fibre.

Aussi consent-il, non sans arrière-pensée politique, à faire le rappel de ce qu'il demeure les bonnes grâces de Bouteflika, la preuve en étant donnée par sa

nomination. Chargé d'animer sa part de campagne électorale, il enfourche vite de redorer son blason.

S'il se résout à accomplir l'objet premier de sa mission, en l'occurrence vendre la candidature de Bouteflika, il n'oublie pas néanmoins de faire sa promotion propre.

De là sont venues d'ailleurs ses attaques à peine voilées contre le directeur de campagne de Bouteflika, Abdelmalek Sellal, et son rival au sein du FLN, Amar Saâdani.

L'un comme l'autre ont eu en effet à subir les foudres d'un Belkhadem remis sur selle. Sans réagir, faut-il le dire. Eux-mêmes ne seraient pas des parangons

d'innocence. Mais à ce jeu d'entourloupettes, Belkhadem semble mieux outillé. Il sait mieux que quiconque que c'est le moment ou jamais d'asseoir une position, Bouteflika étant malade et dans l'incapacité de superviser la cohésion de la cohorte envoyée en campagne. Il ne prive pas d'ajuster des tacles à tous ceux qui peuvent se mettre sur son chemin et contrarier son ambition. Solitaire dans ses pérégrinations électorales, il balise avec l'abnégation d'une fourmi le chemin vers son ascension.

Et son objectif premier est de se réapproprier les commandes du FLN, la rampe, entend-il, de lancement vers plus haut.

S. A. I.

ALI BENFLIS AU SOIR D'ALGÉRIE :**«Je ne crois pas à une opposition à la carte»**

Le candidat Ali Benflis se propose, s'il est élu à la présidence de la République, d'approfondir le processus de réconciliation nationale afin de parvenir à «une solution définitive à la crise». Le large débat qu'il compte instituer intégrera tous les acteurs politiques à l'exception des individus qui ont opté pour «la violence comme moyen d'expression». Dans cet entretien, il livre les grandes lignes de son projet de dialogue inclusif.

Entretien réalisé par Tarek Hafid

Le Soir d'Algérie : Vous avez annoncé le lancement d'une initiative visant à approfondir le processus de réconciliation nationale. Comment envisagez-vous cet approfondissement si vous êtes élus le 17 avril ?

Ali Benflis : Vous n'êtes pas sans savoir que notre pays vit une crise multidimensionnelle depuis 25 ans. S'il n'est pas trouvé une solution définitive à l'aspect politique de la crise, il ne pourra y avoir d'avancée démocratique, ni d'élections crédibles ou de légitimité réelle.

Le peuple est la source de tout pouvoir. Si une partie de la société, quelle qu'elle soit, n'est pas intégrée à la solution, il ne pourra y avoir de sortie de crise.

Revenez à ma déclaration de candidature du 19 janvier, vous y trouverez la méthodologie de l'approfondissement de la réconciliation nationale que je propose

au peuple algérien. En l'occurrence l'ouverture d'un dialogue sans exclusive qui comprend tous les acteurs politiques, tous les partis politiques et les représentants de la société civile. Le chef de l'Etat dirigera lui-même ce dialogue. Il sera transparent et durera le temps qu'il faudra pour dégager les convergences qui seront elles-mêmes soumises à l'approbation du peuple algérien par voie référendaire.

Quelles sont les parties qui seront concernées par ce nouveau processus ?

Seront exclus de ce dialogue ceux qui ne s'inscrivent pas dans le cadre de l'action politique. Personnellement, j'opère une nette distinction entre un acteur qui défend des idées politiques, quelle que soit sa tendance, exerçant un droit inaliénable à la citoyenneté, et celui qui utilise la violence comme moyen d'expression.

Celui-ci se disqualifie à mes yeux et ne

peut pas avoir la qualité de partenaire politique. Il n'est pas dans les prérogatives des pouvoirs publics de déterminer la qualité des acteurs politiques sinon, nous nous retrouverons dans la situation ubuesque que nous vivons présentement où l'on voit le pouvoir politique choisir ses interlocuteurs sur des bases subjectives et en l'absence de tout contre-pouvoir.

Avez-vous signé un accord avec les représentants du FIS-dissous ?

Je suis porteur d'un projet de renouveau national que je sou mets à l'approbation souveraine du peuple algérien. Toutefois, tous les acteurs politiques et les forces politiques qui soutiennent ce projet en font partie intégrante, qu'ils appartiennent à la mouvance nationaliste, celle dite démocrate ou à celle des islamistes.

Ce projet est fondé sur le rassemblement des Algériens et le refus de toute forme d'exclusion.

Les défis sont tels qu'ils nécessitent les efforts conjugués de tous pour les relever. Je ne refuserai jamais de dialoguer avec ceux qui défendent une option différente de la mienne. Je me sens déterminé à affronter la réalité du champ politique.

Et ce n'est que comme cela que s'ins-

tallera une démocratie véritable et s'exercera réellement la volonté populaire. Je n'ai jamais cru en une scène politique basée sur l'allégeance et je ne crois pas à une opposition à la carte. La société secrète les forces politiques et c'est à l'Etat de prendre acte de cette situation. C'est à lui de permettre l'expression plurielle des opinions et de les protéger. Ceux qui s'érigent en parrain du peuple ne veulent, en réalité, qu'imposer leur propre volonté et leur propre vision au peuple.

M^{me} Louisa Hanoune, qui est votre adversaire dans cette élection présidentielle, vous a proposé un débat télévisé. Comptez-vous accepter la proposition de la secrétaire générale du Parti des travailleurs ?

Le seul débat qui mérite d'être mené aujourd'hui, c'est celui que je mène avec le peuple. Pour cela, je traverse le pays d'est en ouest et du nord au sud pour expliquer mon programme. C'est ma principale mission aujourd'hui. Et puis pourquoi débattre avec un candidat et pas avec les autres ? Je laisse au peuple de juger. Il revient au peuple de décider.

T. H.

BENFLIS S'ENGAGE À RENFORCER LES POUVOIRS DE CETTE JURIDICTION :**«La Cour des comptes pourra juger le président de la République»**

Le projet national de renouveau que défend Ali Benflis prévoit le renforcement les prérogatives de la Cour des comptes. Hier, à partir de Médéa, le candidat indépendant a annoncé que cette juridiction pourra juger le président de la République.

De nos envoyés spéciaux,
Tarek Hafid et Samir Sid

Les partisans de Ali Benflis ont réussi une véritable démonstration de force, hier, à Médéa. Plus de 2 000 personnes étaient réunies dans la salle omnisports du complexe Imam Elyas pour assister au meeting du candidat indépendant.

La lutte contre la corruption et la protection des deniers publics étaient, une nouvelle fois, au centre des sujets abordés par Benflis. Dans ce cadre, la Cour des comptes devrait voir ses pouvoirs élargis. «Si les Algériens m'accordent leur confiance, je ferai en sorte que la Cour des comptes puisse juger

tous les responsables, à commencer par le président de la République», a-t-il déclaré.

Il faut dire qu'actuellement, aucune juridiction ne peut juger le chef de l'Etat. Pourtant la Constitution de 1996 prévoit l'institution d'une «Haute Cour de l'Etat, pour connaître des actes pouvant être qualifiés de haute trahison du président de la République, des crimes et délits du Premier ministre». Mais la loi organique portant création de cette haute juridiction n'a jamais vu le jour.

Ali Benflis a également insisté sur le choix des hommes appelés à occuper des postes de responsabilité. «Nous choisirons des personnalités propres et compé-

tentes», lancera-t-il. L'ancien secrétaire général du Front de libération nationale dénoncera, par ailleurs, les «mouvements de redressements», manœuvres administratives qui ont vu le jour sous l'ère Bouteflika. «J'estime que l'opposition est une partie de l'Etat. Mais ces dernières années, ils ont décidé de malmenier les partis politiques qui ne les soutenaient pas en créant des mouvements de redressements. Ce sont là des pratiques mafieuses, des pratiques de bandits.»

Droit à la citoyenneté

La veille a été, pour Ali Benflis et son staff, une véritable journée marathon. Après Naâma et Mécheria, il s'est rendu tard dans la soirée à Béchar puis à Tindouf. Dans la capitale de la Saoura, le candidat a appelé au «respect de la légitimité populaire». «La culture d'Etat, c'est

avant tout respecter l'ensemble des citoyens, ce n'est pas insulter le peuple algérien. La culture d'Etat, c'est aussi respecter la légitimité populaire et les voix des électeurs.»

A Tindouf, où il a improvisé un meeting à minuit, au siège de la direction de campagne, Ali Benflis s'est engagé à mettre un terme à la marginalisation de l'élite de la région. «Il est anormal que des centaines d'universitaires n'aient pas accès aux postes de responsabilité. Je ferai de la question des cadres une priorité.

Ce n'est pas un cadeau, c'est votre droit, vous êtes partie intégrante de l'Algérie. Tous les Algériens ont un droit d'accès égal à la gouvernance, au développement, à la santé, à l'éducation et à un partage juste et équitable aux richesses nationales. Ce n'est pas parce que l'on se trouve loin du centre de décision

politique que l'on perd ses droits», soulignera-t-il.

Benflis a promis de revenir à Tindouf afin de lancer «un grand programme pour le développement des régions sud de l'Algérie».

Soutien à la cause sahraouie

Lors de son passage à Tindouf, le candidat a salué le combat du peuple sahraoui. «Il y a parmi nous, dans cette wilaya, des milliers de sœurs et de frères qui mènent un combat pour la dignité et pour le recouvrement du droit à vivre sur leur terre. Leur cause est juste car ce peuple est opprimé.

L'Algérie restera à ses côtés car notre pays a toujours soutenu le droit inaliénable des peuples à l'autodétermination», a déclaré Benflis en saluant le président Mohamed Abdelaziz et les membres du Front Polisario.

T. H.